

Chers camarades, amis, frères et sœurs,

Comme vous le savez, en célébrant la journée internationale des femmes du 8 mars nous honorons la bravoure de ces femmes de Russie qui, en 1917, s'engagèrent dans la lutte pour la paix, le pain et la liberté et pour l'arrêt de la guerre. Nous sommes fiers que cette lutte ait été engagée par ces femmes travailleuses.

Militante et syndicaliste au Pakistan, je veux commémorer avec vous le centième anniversaire de la révolution russe, qui reste une référence pour la classe ouvrière, pour les paysans, pour tous les peuples opprimés, la jeunesse et les femmes travailleuses. La révolution russe reste une source d'inspiration pour nombre d'entre nous.

1917
8 MARS
2017

Aujourd'hui, nous les femmes, sommes victimes de la violence, celle de l'État comme celle que nous subissons à la maison, celle de la guerre. Dans mon pays le Pakistan, tout comme en Afghanistan, en Inde, au Sri Lanka, les femmes subissent une violence inouïe. Des milliers d'entre elles sont tuées dans les attentats terroristes, une terreur dont l'impérialisme est responsable, tandis qu'elles sont soumises aux normes sociales et traditionnelles, au système patriarcal et féodal qui les place dans une situation de citoyens de troisième zone. Elles subissent la violence à la maison mais aussi sur leurs lieux de travail.

Alors, brisons ensemble nos chaînes ! Et commémorons avec force le 8 mars, en unissant nos voix contre toute forme de discrimination, d'exploitation et d'injustice. Rendons hommage aux femmes travailleuses de Russie qui, en 1917, se sont levées pour le pain, la paix et la liberté !

J'appelle toutes les femmes travailleuses à travers le monde à se mobiliser en masse pour combattre pour la paix, à briser nos chaînes, à préparer toutes les initiatives le 8 mars 2017, côte à côte avec les travailleurs, en levant bien haut l'exigence :

« Les femmes ne veulent pas la guerre ! Elles veulent la paix et la liberté ! »



Je vous appelle à constituer un comité international qui organisera ces rassemblements pour la journée internationale du 8 mars, contre la guerre, contre l'exploitation et l'injustice, dans la continuité de la conférence mondiale contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire de Mumbai (18, 19, 20 novembre 2016).



Combattons ensemble, côte à côte,

pour en finir avec la violence, la guerre et l'exploitation !

Vive la classe ouvrière !

Vive la solidarité internationale !

Rubina Jamil, militante et responsable syndicale, Pakistan.

S'associer à cet appel et au comité international :

Allemagne : Sidonie Kellerer, universitaire (Cologne) • **Belgique** : Françoise Cambie, travailleuse ; Laetitia Coucke, militante étudiante ; Nathalie Leloup, syndicaliste ; Monique Lermusiaux, pensionnée, militante syndicale ; Laura Moraga Moral, enseignante syndicaliste ; Claire Thomas, déléguée syndicale enseignement. • **Brésil** : Marina de Godoy, professeur de musique et syndicaliste ; Christiane Granha, travailleuse du pétrole à Petrobras, membre du PT du Brésil et du Comité « Justice pour Anderson ». • **États-Unis** : Colia Lafayette Clark, National Coordinator Judicial Violence Symposium, militante du mouvement des droits civiques ; Melina Juarez, étudiante ; Millie Phillips, Socialist Organizer ; Itzel Calvo Medina, militante pour les droits des immigrants ; Nancy Wohlforth, trésorière émérite OPEIU. • **France** : Julie Beguerie, enseignante, militante féministe politique et syndicale ; Katel Corduant, syndicaliste ; Christel Keiser, conseillère municipale POID ; Christelle Leclerc, syndicaliste ; Geneviève Marchal, syndicaliste Collectif des veuves et femmes de mineurs ; Isabelle Michaud, conseillère municipale PCF ; Marie-José Montout, militante pour la défense de la gynécologie médicale ; Marie-Luce Mouly, militante pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République • **Grande-Bretagne** : Jane Doolan, syndicaliste Unison Islington à titre personnel, services publics ; Doreen McNally, syndicaliste, Association des femmes des dockers de Liverpool (Women of the Waterfront) • **Grèce** : Vassiliki Frangou, écrivain (Athènes), Eva Kallitsi, étudiante (Athènes) ; Maryse Le Lohé, militante de Laiki Enotita (Athènes) ; Sotiria Lioni (Nafplio) • **Hongrie** : Anyiszonyan Klára, retraitée de la chimie ; Somi Judit, éditrice de Munkas Hirlap • **Italie** : Valeria Busicchia, enseignante ; Monica Grilli, enseignante, déléguée syndicale ; Elisabetta Raineri, enseignante, déléguée syndicale • **Mexique** : Liliana Plumeda (Mexicali), Alejandra Rivera Arvizu (Tijuana), María Rivera Arvizu • **Russie** : Aliona Glazkova, militante et journaliste de gauche.

8 mars

Par Jean-Jacques Marie, historien, militant ouvrier.

« Et soudain, c'était la grève. »

Le 23 février 1917 (le 8 mars dans le calendrier grégorien), journée internationale des femmes, au matin, les ouvrières du textile de plusieurs usines de l'arrondissement de Vyborg (région de Petrograd), lassées de passer des heures dans les files d'attente devant les boulangeries pour du pain de plus en plus rare et de plus en plus cher, se réunissent, décident de manifester contre la vie chère et le manque de pain, se mettent en grève et adoptent une résolution demandant le soutien des ouvriers métallurgistes de l'usine Erikson voisine qu'elles vont leur porter en délégation.

La veille, le responsable bolchevique de l'arrondissement, Kaiourov, avait fait une tournée des usines pour, dit-il, « interdire toute agitation pour l'appel direct à la grève » : « J'avais appelé les ouvrières à la retenue et à la discipline, et soudain, c'était la grève. Il n'y avait à cela, semble-t-il, ni but ni raison, sauf les files

d'attente pour le pain devant les boulangeries faites essentiellement par des femmes et des enfants. »

Mais, vu la détermination des grévistes, Kaiourov convoque les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks.

Les trois partis réunis, écrit-il, « adoptèrent la décision (il faut bien le dire à contrecœur) de soutenir les ouvrières en grève », ils décident de « faire descendre tous les travailleurs sans exception dans la rue et de se mettre à la tête de la grève et de la manifestation ».

C'est l'étincelle ! Le lendemain, 90 000 grévistes à Petrograd.

Ce jour-là, l'initiative des ouvrières du textile débouche sur la grève et des manifestations massives. C'est l'étincelle !

Le lendemain, il y a 90 000 grévistes à Petrograd. Les premiers heurts avec la police amplifient ce mouvement de rejet du tsarisme englué dans une guerre qui ruine le pays, a déjà tué 1,5 million d'hommes, sans compter un demi-million de mutilés, et impose aux ouvriers et aux ouvrières une existence insup-



portable faite de privations et, pour les femmes, de files d'attente interminables qui commencent vers quatre heures du matin avant de partir au travail jusqu'au moment où elles font prendre la relève par des enfants harassés. Ainsi commence la révolution, qui va quelques jours plus tard déboucher sur la constitution du soviet de Petrograd et sur l'abdication du tsar Nicolas II.

La puissance du mouvement va imposer à un gouvernement provisoire dit démocratique mais décidé à poursuivre la guerre une première (et unique) mesure : le 20 juillet 1917, la Russie est le premier pays au monde à reconnaître le droit de vote aux femmes. Mesure tout aussi significative, c'est une femme militante, la socialiste-révolutionnaire de gauche Maria Spiridonova, condamnée aux travaux forcés à perpétuité sous le régime tsariste, qui préside les deuxième et troisième congrès des soviets paysans.

Les mesures d'émancipation des femmes du premier gouvernement soviétique

La révolution d'Octobre va se traduire par un ensemble de mesures d'émancipation des femmes dont la réalisation apparaît ainsi clairement comme le produit d'une révolution sociale.

Dès le 29 octobre, un décret publié trois jours après la formation du premier gouvernement soviétique réglemente, entre autres, la durée du travail des femmes et des jeunes de moins de 16 ans, qui « *ne doivent pas être employés au travail de nuit* ».

Le gouvernement soviétique, dans la foulée du décret sur la séparation de l'Église et de l'État, supprime le mariage religieux et reconnaît le droit au divorce.

Le décret du 16 décembre 1917 stipule : « *Le mariage est dissous à la suite de la demande formulée par les deux époux ou à défaut à la demande de l'un des deux* », et prévoit dans le détail la proportion des dépenses liées à l'éducation des enfants et les éventuelles pensions alimentaires à verser par le mari.

Le 20 novembre 1920, la loi reconnaît l'avortement sous contrôle médical. La réaction stalinienne l'interdira en juin 1936.

En 1923, des mesures en faveur de la contraception complète sont adoptées. Cet arsenal législatif est mis en œuvre dans les ruines provoquées par la guerre et la guerre civile.

Des droits aujourd'hui bafoués ou remis en cause

Certains de ces droits sont aujourd'hui bafoués dans de très nombreux pays : l'avortement est ainsi, sous la pression des Églises, et surtout de l'Église catholique, interdit du Mexique à la Pologne et à l'Irlande en passant par le Brésil. Le mariage civil est soumis aux mêmes interdictions de l'État d'Israël à l'Arabie saoudite. Le droit au divorce est ici et là encore remplacé par la pure et simple répudiation de la femme par son mari. En France, en 2001, sous la pression acceptée de l'Union européenne, la majorité de gauche (PS, PCF, Verts) du Parlement rétablira le travail de nuit pour les femmes dans l'industrie qui réduit en moyenne l'espérance de vie des femmes de sept ans.

La revendication : « *À travail égal salaire égal* » est un peu partout remplacée par la revendication tapageuse de quelques centaines de privilégiées de faire partie des conseils d'administration des sociétés ou d'occuper autant de postes ministériels que les hommes pour y mettre en œuvre en commun la politique décidée par le FMI et l'Union européenne, c'est-à-dire par le capital financier.

Commémorer la révolution russe de février 1917, évoquer celles qui en ont été le déclencheur, c'est donc renouer les fils entre un passé encore proche et les nécessités urgentes d'une actualité marquée par les guerres sans fin et les mesures destructrices des droits sociaux arrachés au fil des décennies par celles et ceux qui vivent de la seule vente de leur force de travail. ■

**Paris, samedi 11 mars
à 14h30, Espace Charenton**
(327 rue de Charenton, Métro Porte de Charenton)
**Assemblée de travailleuses,
travailleurs et jeunes.**